

## Gaza. Sérieuses fritures sur la ligne au Parti communiste français

*De nombreux communistes s'inquiètent de ce qu'ils estiment être une mollesse dans la riposte de leur parti depuis le 7 octobre 2023. Ils ajoutent que si une partie de la direction joue profil bas sur la solidarité avec Gaza, c'est d'abord pour préparer les esprits à un changement de ligne sur l'analyse du conflit et sur l'organisation de la solidarité. Les enjeux du débat n'ont donc rien d'anodin.*

Jean Stern, journaliste

Lire également : [Fabien Roussel](#) : « Je ne suis pas dupe de l'usage du mot terrorisme »

C'est un débat où les mots volent parfois bas, sans toutefois franchir le plafond invisible entre polémiques internes et place publique. Certes le Parti communiste français (PCF) semble toujours aux premières loges de la solidarité avec la Palestine et les Palestiniens, Fabien Roussel le réaffirme haut et fort. Cependant, beaucoup de militants et d'élus locaux, engagés de longue date dans des associations ou des comités de jumelages, déplorent que leur parti fasse « profil bas » depuis le 7 octobre, pour reprendre le mot d'un élu.

Le refus d'appeler à certaines manifestations a en particulier marqué les esprits, donnant le sentiment d'un flottement, voire d'un changement de ligne par un parti qui s'est toujours mobilisé pour la Palestine, mais qui aurait désormais quelque indulgence pour Israël. « À force de vouloir plaire à tout le monde, on finit par pédaler à l'envers », constate avec amertume un ancien du bureau politique. Un autre dénonce « l'intelligence d'un chewing-gum » de l'actuelle direction<sup>1</sup>. Le débat n'a donc rien de serein, et n'est pas non plus anodin.

### « LA DIRECTION A DES VAPEURS »

Chez les communistes, on préfère laver le linge sale à l'abri des regards. « En soixante ans de PCF, on a toujours su gérer les désaccords de manière civilisée », m'explique un ancien député. « Les cocos sont dans les manifs, que la direction du parti ait des vapeurs ne les empêche pas de se mobiliser », dit un autre. Seule Raphaëlle Primet, conseillère de Paris et longtemps responsable Palestine au Conseil national du parti, exprime publiquement son inquiétude. L'élue parisienne n'est « pas d'accord sur notre investissement et notre manière de participer aux manifestations pour la Palestine ». Dans un courriel adressé à Fabien Roussel le 29 octobre 2023, elle décrit des camarades (qui) se sentent orphelins, ils ne savent plus s'ils doivent et peuvent manifester. Certains sont en colère contre notre manque de prise d'initiatives, de parole et d'actes forts. Certains se questionnent sur notre positionnement et se demandent même si nous sommes toujours solidaires du peuple palestinien.

Bien entendu, lui répond Vincent Boulet, le nouveau responsable international du parti, lui aussi élu parisien. Mais il concède volontiers que son parti a refusé de signer certains appels à manifester du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI)<sup>2</sup> « quand ils mêlaient dangereusement le soutien au Hamas avec le droit à résister ».

Raphaëlle Primet va plus loin en estimant que Vincent Boulet et un autre dirigeant, Christian Piquet, membres du comité exécutif national (l'actuel nom du bureau politique) « sont en train de travailler à un changement de position » du parti, avec une « mauvaise compréhension de ce qu'il se passe là-bas ». Longtemps trotskiste et permanent de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Christian Piquet, 72 ans, a rejoint le PCF en 2015, après avoir participé au Front de gauche et dirigé la Gauche unitaire (GU). Durant sa longue carrière politique, il a été un des piliers du Collectif national (CNPJDPI), qui reste aujourd'hui la principale plateforme de coordination pour les mobilisations sur la Palestine. Ce collectif est aujourd'hui dans son collimateur pour son indulgence supposée à l'égard du Hamas.

Chargé du mouvement des idées et des intellectuels à la direction, Christian Piquet avait fait venir Caroline Fourest et quelques autres proches du [Printemps républicain](#) au siège du parti pour un hommage à *Charlie-Hebdo* en janvier 2022 qui a fait grincer bien des dents au PCF. On lui prête un rôle de proche conseiller de Fabien Roussel et même l'ambition, pour cet ancien rédacteur en chef de *Rouge*, de « piquer » la place de Fabien Gay, le très populaire sénateur de Seine-Saint-Denis à la direction de *L'Humanité*. « Pour l'instant, il est plutôt au piquet sur ce front-là », ironise un permanent...

## « À LA RECHERCHE D'UNE SORTE DE NORMALISATION »

Beaucoup de militants ayant croisé Christian Piquet ces dernières années l'ont longtemps considéré comme irréprochable sur des sujets qui lui tiennent à cœur depuis un passage à Hashomer Hatzair, un mouvement de jeunesse sioniste de gauche qui s'est développé en France et en Belgique dans les années 1950. En Israël, le mouvement Hashomer Hatzair formera l'ossature de certains kibboutz, ainsi que des partis Mapam, très influent au début des années 1950, ou encore Meretz. Mais les militants s'interrogent aujourd'hui sur son changement de cap. « *À gauche, sur Israël-Palestine, Piquet fait le mouvement inverse de Jadot* », résume Raphaëlle Primet. En clair : l'un fait un grand pas vers Israël, l'autre vers la Palestine.

D'autres sous le sceau de l'anonymat, parlent plutôt de « *désinvolture* », voire de « *désintérêt* » que d'un véritable changement de ligne. Un ancien dignitaire précise :

dans leur masse, les adhérents du PCF n'ont pas changé, ils sont très actifs dans le mouvement de solidarité. Mais le petit groupe de dirigeants reste à la recherche d'une sorte de normalisation, on ne sait d'ailleurs pas très bien avec qui et comment.

Un autre ancien haut dirigeant s'indigne que le secrétaire national Fabien Roussel ait applaudi la présidente de l'Assemblée nationale qui parlait de soutien inconditionnel à Israël : « *Cela m'a fait penser à Bush soutenu par Robert Hue en 2001 !* ». Il estime également que l'accent mis après le 7 octobre sur la qualification de « terroriste » à propos du Hamas témoigne surtout « *d'un acharnement contre [Jean-Luc Mélenchon](#) pour s'en différencier* ». Lui, comme d'autres cadres du parti me l'ont également confié, juge que Mélenchon a été « *assez impeccable* ». Mais il déplore le « *peu de débats en interne. Notre parti est très légitimiste, cela nous rend parfois aveugles et un peu bêtas* ».

## DÉSACCORDS PUBLICS SUR L'APARTHEID ISRAËLIEN

Les débats sont cependant mis sur le devant de la scène par Christian Piquet lui-même, au moment où un autre communiste, le député Jean-Paul Lecoq, présente à l'Assemblée nationale en mai 2023 [une résolution condamnant l'apartheid israélien](#). De nombreux pro-israéliens poussent alors des cris d'effroi, mais aussi Christian Piquet, qui s'en prend publiquement à cette résolution, pourtant signée puis votée par Fabien Roussel et la plupart des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) auquel appartient le PCF. Parlant « *d'une lourde faute politique* », Piquet se dit dans un billet de blog « *révulsé* » par plusieurs phrases de ce texte. Il refuse que « *l'on assimile sans la moindre précaution Israël à l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid* ». Il estime qu'Israël n'a « *rien à voir, par conséquent, avec la domination de la minorité blanche d'Afrique du Sud sur la majorité noire - et ce, même si le nationalisme encouragé par les sommets de l'État israélien a connu, au fil du temps, une dérive calamiteuse* ».

Malgré les remous provoqués, Christian Piquet persiste dans son refus en s'opposant à une autre résolution, cette fois présentée - et adoptée - au 39<sup>e</sup> congrès du PCF à Marseille en avril 2023. « *Il a créé au congrès une sorte de clivage pour s'en prendre à Jean-Paul Lecoq. Mais piqué au vif, Lecoq ne s'est pas laissé faire. Les arguments très mainstream de Piquet ont été démontés, et la résolution a été adoptée par le congrès* », précise un observateur. La résolution condamnait, tout comme celle de Lecoq au Parlement, « *un régime d'apartheid par l'État d'Israël consécutif à sa politique coloniale, à l'encontre du peuple palestinien, tant dans les territoires occupés (Cisjordanie incluant Jérusalem Est, et Gaza) que sur le territoire israélien* ». Et non uniquement dans les territoires occupés, comme le dit Fabien Roussel dans l'interview qu'il nous a accordée.

Cela dit, ajoute un autre délégué, si Roussel et Piquet sont « *en phase sur les grandes évolutions du parti autour des sujets comme la laïcité ou les modes de vie* », sur Israël-Palestine, c'est plus compliqué. Le réflexe légitimiste mais aussi l'engagement de militants et de *L'Humanité*, jouent pour le coup en faveur des positions historiques du parti que défend Fabien Roussel dans notre interview. Il n'est évidemment pas dupe du débat qui couve en interne. « *Roussel craint la renaissance de divisions du parti qui avaient marqué la période Robert Hue, pas avec les mêmes gens évidemment* », commente un ancien du bureau politique. Il craint aussi et plus que tout la marginalisation, avec un parti plafonnant à 2,28 % à la présidentielle de 2022.

## FAIRE TAIRE LES DISSONANCES

« *Christian Piquet a pris plus de place que Fabien Roussel ne l'aurait souhaité au PCF, même si le large spectre de ses positions nationales-républicaines n'est pas pour lui déplaire* », explique un autre dirigeant. « *En fait, il a surtout peur d'Igor Zamichiei, le coordinateur national du parti, qui est lui très proche des positions politiques de Piquet*, poursuit-il.

Sur Israël-Palestine, il s'agit pour eux de freiner au sein du Collectif et du mouvement associatif l'influence supposée d'autres partis ou groupes : le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), les Insoumis, les indigénistes (sic), etc. Il y aurait sûrement un débat profond à avoir sur la ligne exacte du parti, mais pour l'instant il n'a pas lieu.

« *Cela serait pourtant autre chose que de blablater sur les réseaux sociaux, car beaucoup se méprennent sur pas mal de choses* », déplore un grand élu.

Pour l'instant il s'agit surtout de taire les « *disonances* », pour reprendre le mot d'une élue. Vincent Boulet m'explique qu'il n'est « *pas d'accord avec ceux qui affirment que le PCF laisse tomber les Palestiniens. La question est quelle perspective politique pour la paix ?* ». Pour lui, si les gens se mobilisent peu pour la Palestine « *c'est qu'il y a sans doute besoin d'un cadre d'expression large et ouvert pour revendiquer ce que l'on porte* ». Une manière de dire que le Collectif national actuel a fait son temps. Beaucoup reprochent la focale mise sur le « *terrorisme du Hamas* » depuis le 7 octobre dans un rapport du 18 novembre 2023 remis au Conseil national du PC, mais également d'avoir soigneusement évité le mot « *apartheid* » qui déplait tant à Piquet. « *Il y a un débat sur le terrain entre les termes "régime d'apartheid" et "politique d'apartheid"* », m'explique Vincent Boulet. La logique du dos-à-dos, qui semble être la nouvelle doctrine du PCF souhaitée par Piquet, est aussi à l'œuvre dans ce texte, où le Hamas comme Israël prennent « *deux peuples au piège du fanatisme et d'une aspiration théocratique réactionnaire* » et représentent des « *ennemis politiques* ».

Piquet affiche lui une certaine « *zen attitude* » à l'égard de ses détracteurs. Dans un long échange téléphonique, il déroule son argumentaire sur le Hamas, dont le projet porte sur « *la terreur* », ajoutant qu'il ne « *faut pas confondre la défense de la cause palestinienne et les porteurs d'un projet totalitaire qui menace la région d'une guerre* », tout en s'inquiétant de la perspective d'une « *nouvelle Nabka qui serait un crime contre l'humanité* ». Il théorise le dos-à-dos : « *on est face à deux sociétés qui se haïssent* », ce qui est pour beaucoup une forme d'absolution à l'égard d'Israël. Il ajoute :

On ne nous entrainera pas dans un soutien au terrorisme, comme la France Insoumise ou certains collectifs militants sur la Palestine. On ne mobilisera le peuple que sur des valeurs fondamentales. Je continuerai à manifester à Toulouse où je réside, mais jamais avec des forces qui disent que le Hamas est une force de résistance.

Mais ses divergences ne s'arrêtent pas là. Piquet me dit par exemple qu'il n'aime pas le slogan « *Palestine vaincra !* » qui « *dé légitime* » l'existence de l'État d'Israël. Pour lui, « *l'État d'Israël n'est pas un État démocratique parfait, mais il a des fondements qui le distinguent des pays qui l'entourent* ». Reste à en dresser la liste et à les analyser pour éviter que ce credo classique du sionisme de gauche soit le énième cache-sexe d'une indifférence à l'égard des Palestiniens qui, en raison de l'occupation, de l'apartheid, du blocus, de la guerre, n'ont même pas le droit de rêver à une démocratie. Même imparfaite...

## « Je ne suis pas dupe de l'usage du mot terrorisme »

[retour](#)

*En répondant en exclusivité à Orient XXI, le secrétaire national du PCF livre une analyse du conflit renvoyant dos-à-dos gouvernement israélien et Hamas. Le député du Nord exhorte la France à sortir de son effacement sur un sujet que le président qualifiait il y a peu - nous révèle-t-il - de second rang. Il parle ici de ce qui divise la gauche : le terrorisme, l'apartheid israélien, la solidarité avec la Palestine.*

**Orient XXI** - Depuis le 7 octobre, un débat autour du Hamas traverse la gauche. Si tout le monde s'accorde au PCF pour parler d'attaques terroristes, il y a des divergences d'analyse pour le qualifier de mouvement terroriste. Peut-on interdire un mouvement qui représente près de la moitié des Palestiniens ?

**Fabien Roussel** - Tout le monde ne qualifie pas les actes du 7 octobre d'attaques terroristes et je le regrette. Et je dis, avec la même force, qu'elles ne justifient en rien les bombardements massifs et incessants sur Gaza. Pour gagner la paix, il faut cesser le deux poids deux mesures de tout côté. Quiconque affirme porter une perspective de paix doit également dire sans ambiguïté que ce que subit le peuple palestinien à Gaza et dans les territoires occupés est une blessure pour l'humanité, aussi atroce que les crimes commis le 7 octobre. Ma conviction est que le gouvernement d'extrême-droite de Nétanyahou ou le Hamas, quel que soit leur poids dans leurs opinions respectives, ne permettront pas de trouver une solution politique à ce conflit, car tous deux sont opposés à la coexistence pacifique des deux peuples au sein de deux États.

### **POUR EMMANUEL MACRON, UN CONFLIT DE « SECOND RANG »**

**OXXI.** - Il y a aussi un grand abandon de Gaza et des Palestiniens, par l'Union européenne, ainsi que par une partie du monde arabe avec les accords d'Abraham. Que faut-il faire pour remettre la question palestinienne au centre du jeu ?

**F. R.**- Quand le président de la république a réuni les chefs de partis à Saint-Denis le 28 août 2023, bien avant le 7 octobre, cela a duré treize heures au total, dont trois heures de discussions préliminaires sur la situation internationale, l'Ukraine, l'Arménie... À la fin de cet échange, alors que le Président voulait enchaîner le débat sur la situation française, je l'ai arrêté et j'ai dit : « Monsieur le Président, il faut parler de la Palestine. La France s'honorait de prendre une initiative politique pour remettre cette question au cœur de l'actualité internationale car je crains une explosion, c'est terrible ce qui se passe là-bas ». Le Président a balayé ma demande d'un revers de main en disant que cette guerre était un conflit de « second rang », pour reprendre son expression, et que même les pays arabes ne mettaient plus la question palestinienne au rang de leurs priorités, alors pourquoi la France le ferait-elle ? Je regrette ce choix des pays arabes et des États-Unis, mais je regrette tout autant la position de la France, qui n'était pas obligée de s'aligner sur le sujet.

**OXXI.** - Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à résister se discute-t-il ? Aucune guerre de libération n'a été exempte de l'utilisation d'actions terroristes si l'on définit celles-ci comme des attaques contre les civils. Cela a été notamment vrai en Algérie, au Vietnam...

**F. R.**- Je ne suis pas d'accord. Je ne suis pas historien, et je ne veux pas parler à leur place, mais j'ai demandé aux historiens du parti communiste de me sortir les archives pour vous répondre. Le parti communiste français (PCF) a défendu et soutenu le FLN et s'est battu pour la décolonisation de l'Algérie et son indépendance<sup>1</sup>. Les rares fois où il y a eu des civils délibérément tués, nous nous en sommes désolidarisés. Que ce soit en Algérie, que ce soit au Vietnam, des peuples colonisés ont fait le choix de recourir à la lutte armée pour s'en prendre à une armée mais pas aux civils. Ils n'ont pas organisé des viols, ils n'ont pas délibérément tué des enfants, ils n'ont pas froidement assassiné des civils désarmés par centaines. Quand j'entends, parfois, que le terrorisme c'est l'arme du pauvre, je me soulève contre cette idée. Je ne la partage pas du tout.

Après je ne suis pas dupe de l'usage du mot terrorisme, et je sais aussi que les États-Unis sont les premiers à en abuser. Ils l'ont posé sur le front de Nelson Mandela quand il était en prison, mais ensuite ils sont allés pleurer sur sa tombe. Ils l'ont posé sur le keffieh de Yasser Arafat, puis ils l'ont accueilli à la Maison-Blanche. Aujourd'hui ils font de Cuba un pays terroriste parce qu'il a accueilli les négociateurs de la paix en Colombie. Je connais la charge politique de ce mot. Mais pour nous communistes, qui sommes le parti de la

Résistance, nous ne confondrons jamais le combat pour la libération et l'indépendance d'un peuple et des actes de barbarie qui s'en prennent délibérément à des civils.

**OXXI.** - *L'Afrique du Sud a porté devant la Cour internationale de justice (CIJ) une plainte contre Israël pour « actes de génocide contre le peuple palestinien à Gaza ».*

**F. R.-** Je ne crains pas d'employer les mots de « risque génocidaire ». Plus de trente rapports d'organisations des Nations unies parlent très précisément de « risque génocidaire ». La saisine de la Cour internationale de justice par l'Afrique du Sud, un pays qui a réussi à mettre fin à l'apartheid est, outre sa portée symbolique, une excellente initiative. C'est peut-être le moyen de faire prendre conscience à de nombreux pays, notamment ceux de l'Union européenne et les États-Unis, qu'ils pourraient par leur silence être complices de crimes. Ce peut être aussi à court terme un des moyens d'imposer un cessez-le-feu.

Pour ces deux raisons, je salue cette initiative, d'autant que les propos de ministres racistes et suprémacistes israéliens appelant à éliminer le peuple palestinien, traitant les Palestiniens d'animaux doivent nous faire mesurer l'extrême gravité de ce qui se déroule en ce moment dans cette région du monde, et donc du devoir qui est le nôtre de mobiliser nos compatriotes. Il ne peut plus y avoir deux poids deux mesures et d'indignation sélective en matière de droit international.

**OXXI.** - *Plusieurs pays accusent l'Occident et donc la France d'être dans une logique de deux poids deux mesures. Que répond-t-on au président colombien Gustavo Petro, pour qui l'Afrique du Sud incarne désormais le triptyque Liberté, Égalité, Fraternité, ce qui est assez vexant pour la France.*

**F. R.-** Ce n'est pas vexant, c'est une réalité. J'ai aussi interpellé le président de la république à ce sujet, en lui disant que la France s'honorerait d'établir des passerelles diplomatiques globales, car c'est notre histoire. Le PCF a demandé au président de reconnaître l'État de Palestine, comme l'a fait l'Espagne, pour faire un pas supplémentaire, mais il s'y refuse.

#### **POUR LA SUSPENSION DES ACCORDS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET ISRAËL**

**OXXI.** - *Quel doit être le message de la gauche sur Israël-Palestine aux élections européennes de juin prochain ? On sait qu'Israël est associé à l'Union européenne par de nombreux accords.*

**F. R.-** Je crains l'embrasement généralisé et le chaos dans cette région du monde. La paix ne viendra ni du gouvernement Nétanyahou ni du Hamas. Il faut un cessez-le-feu, une solution à deux États. Ce sont les Nations unies qui ont imposé la création de l'État d'Israël. Ce qui a pu être fait en 1948 peut être fait aujourd'hui pour imposer un État palestinien aux côtés d'un État israélien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale et la décolonisation de la Cisjordanie. C'est parce qu'il manque une perspective politique que la guerre se poursuit. La liste conduite par Léon Deffontaines aux élections européennes portera cette exigence de cessez-le-feu, de libération des otages et de sanctions économiques européennes contre Israël par la suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que les bombardements contre Gaza n'auront pas pris fin, et appellera à une solution à deux États. Je le dis parce que tout le monde ne le dit pas.

**OXXI.** - *L'usage du mot apartheid à propos d'Israël a été largement porté par votre parti, notamment par le député Jean-Paul Lecoq, dans une résolution au Parlement que vous avez votée, puis dans une résolution à votre Congrès. Pourtant, un de vos proches Christian Picquet conteste son usage.*

**F. R.-** La résolution du parti porte sur la dénonciation d'un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien. En Cisjordanie c'est très concret. Il y a deux catégories de résidents là-bas : des colons qui ont tous les droits, et des colonisés qui n'en ont aucun. Les colonies sont des havres de paix, mais les villes palestiniennes juste à côté vivent l'enfer, les maisons y sont détruites, et les oliveraies y sont saccagées. Donc ne craignons pas d'utiliser ce mot d'apartheid pour caractériser ce qui se passe en Cisjordanie. Mais ce n'est pas le cas en Israël, où des députés communistes et arabes côtoient des élus d'extrême droite...

**OXXI.** - *Pourtant ils se font menacer d'être expulsés de la Knesset. Vous venez d'ailleurs d'en rencontrer quelques-uns en visite en France.*

**F. R.-** Certes mais ils sont élus au Parlement, ce n'est pas une petite nuance. Les communistes israéliens m'ont alerté sur la pression qu'ils subissent de la part du gouvernement. Ainsi, le député Ofer Cassif est menacé d'expulsion de la Knesset pour avoir soutenu l'Afrique du Sud dans sa démarche. Là encore, la France et l'Union européenne ne peuvent pas rester silencieuses. Le drame c'est que la gauche israélienne

partisane de la solution à deux États est extrêmement affaiblie. Le drame c'est que ceux qui défendent au sein de l'OLP un État de Palestine libre, laïque et démocratique sont très affaiblis eux aussi. Malgré tout, nous resterons aux côtés des partisans d'une solution à deux États, Israéliens comme Palestiniens, et nous combattons l'annexion de la Cisjordanie par l'État d'Israël, comme le porte l'extrême droite israélienne. Cependant nous combattons aussi le projet d'un État islamiste porté par le Hamas qui est une terrible menace pour le peuple palestinien lui-même.

**OXXI.** – *En Israël, les manifestations de la société civile ont repris ces derniers jours. La question de la libération des otages est au cœur de ces protestations, et on a l'impression d'un pays, vous avez employé le mot tout à l'heure, au bord du chaos.*

**F. R.**- J'ai rencontré il y a quelques jours un réserviste israélien sur un plateau de télévision. Je ne partage pas tout ce qu'il a dit mais il fait partie de ces centaines de milliers d'Israéliens qui ont manifesté pendant des semaines contre le gouvernement de Nétanyahou...

**OXXI.** - *Il fait aussi partie de ces Israéliens qui tuent des Palestiniens à Gaza.*

**F. R.**- Je pense qu'il ne faut pas avoir une vision simpliste, en noir et blanc de ce qui se passe là-bas. Je me garderai de juger qui que soit. Si des Palestiniens disent aujourd'hui que le Hamas n'est pas une organisation terroriste, et si un soldat israélien dit je suis allé là-bas mais je combats Nétanyahou, je ne me permettrais pas de les juger, même si j'ai un point de vue différent. Le point de convergence avec ce réserviste israélien, c'est quand il dit : "tant qu'il n'y aura pas de perspectives politiques, la guerre continuera".

**OXXI.** - *Vous comprenez qu'aujourd'hui pour beaucoup de Palestiniens, le Hamas est en train de faire bouger les lignes...*

**F. R.**- Je ne suis pas à leur place, c'est eux qui prennent les bombes. Et c'est le peuple israélien qui a été meurtri dans sa chair. J'ai lu cette autrice franco-israélienne, Laura Moses-Lustiger. Elle dit que la souffrance israélienne la rend aveugle à celle des Palestiniens. Je me garde de porter des jugements sur les uns et sur les autres.

### **L'ACCUSATION D'ANTISÉMITISME, « UNE ARME AFFREUSE, HORRIBLE, INDÉCENTE »**

**OXXI.** - *L'antisémitisme est un combat historique du Parti communiste français depuis les années 1950. Mais comment décorrélérer la lutte contre ce fléau des amalgames entre antisémitisme et « antisionisme », mot pratiquement criminalisé mais jamais clairement défini.*

**F. R.**- La lutte contre l'antisémitisme est dans nos gênes. La loi Gayssot qui pénalise le racisme et l'antisémitisme a été écrite par un communiste. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons fait le choix de marcher le 12 novembre 2023 contre l'antisémitisme, même si cette marche était pleine de pièges et que j'en ai voulu aux présidents des deux chambres de la manière dont elle avait été organisée. Pour autant il ne faut pas tortiller pour dénoncer, condamner et lutter contre l'antisémitisme. Ensuite, je dénonce le fait que quand les communistes et d'autres militants prennent des positions pour soutenir le peuple palestinien, ils sont accusés d'antisémitisme. C'est insupportable. Nétanyahou, son gouvernement, sa diplomatie mettent la pression sur la diplomatie française et européenne : s'ils n'apportent pas un soutien inconditionnel à Israël, alors ils sont antisémites. C'est une arme affreuse, horrible, indécente, ignoble que je dénonce. Notre diplomatie a été tétanisée par cela, tout comme beaucoup de responsables politiques français. Pas nous. Il n'y a pas deux peuples que je renvoie dos-à-dos. Il y a un gouvernement israélien qui fait le choix d'occuper le territoire palestinien. Il y a un occupant et un occupé.

Et en même temps, je suis fier d'appartenir à un parti qui a toujours combattu l'antisémitisme, et tous les racismes sans faire de distinction. Et nous continuerons de le faire dans le dialogue que nous avons avec la société française, dans toutes ses composantes, sans jamais confondre la communauté juive avec le gouvernement israélien.

**OXXI.** - *Si vous arrivez au pouvoir, vous abrogez la directive Alliot-Marie qui criminalise en partie les actions de solidarité avec la Palestine ?*

**F. R.**- Il y a une loi, elle est suffisante, c'est la loi Gayssot. Je dénonce la criminalisation de militants qui œuvrent pour la paix, alors que des responsables politiques d'extrême droite font la promotion de Pétain.

OXXI. - *Tout en défilant le 12 novembre...*

**F. R.-** ... sans qu'ils ne soient jamais condamnés. J'avais présenté une résolution à l'Assemblée pour que la loi Gaysot soit appliquée avec plus de fermeté et avec des peines d'inéligibilités pour certains élus. Et surtout je veux dénoncer la complicité entre les extrêmes droite israélienne, française et européenne. Aujourd'hui Nétanyahou trouve avec Bardella et Le Pen ses meilleurs soutiens en France. Bardella, dans les réunions de chefs de partis avec le Président dit qu'il ne faut pas réclamer un cessez-le-feu, et que les dirigeants israéliens ont le droit de pourrir la vie des Gazaouis en violant le droit international. C'est extrêmement grave, je suis très inquiet de cette convergence idéologique. Ces extrême-droites menacent la démocratie et la paix du monde.

**« SI JE SUIS INVITÉ, J'IRAI AU DÎNER DU CRIF »**

**OXXI.** - *Depuis le 7 octobre, le mouvement de solidarité en France semble assez faible. Le PCF a toujours été un acteur important de la solidarité avec la Palestine. Que faire pour la relancer aujourd'hui ?*

**F. R.-** Pour que la communauté internationale se bouge, il faut que les peuples se manifestent. J'ai constaté comme vous que la mobilisation n'a pas toujours été au rendez-vous. Il y a d'abord eu une répression dure et scandaleuse de la part du ministère de l'intérieur, alors que nous aurions dû aller tous ensemble manifester, et exprimer autant notre soutien au peuple israélien meurtri dans sa chair le 7 octobre qu'au peuple palestinien qui subit une vengeance sauvage. S'il n'y a pas eu ces mobilisations très larges, c'est aussi parce qu'il y a eu des débats à gauche sur la qualification du Hamas et des attentats du 7 octobre, mais aussi à propos de la perspective politique concrète, par exemple la nécessité de reconnaître l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël. Cela a semé le trouble sur le contenu de ces mobilisations et je le regrette.

**OXXI.** - *Si vous êtes invité au prochain dîner du CRIF, vous y allez ?*

**F. R.-** Si je suis invité, j'irai, bien sûr.

**OXXI.** - *Enfin que répondez-vous à Jean-Claude Lefort, un historique du PCF et de la cause palestinienne, qui démissionne du parti en vous reprochant de ne pas l'avoir soutenu dans sa démarche pour empêcher Darmanin de qualifier Salah Hammouri de « terroriste », accusation israélienne sans preuves.*

**F. R.-** Ce n'est pas vrai, j'ai multiplié les interventions par oral et par écrit auprès du président de la république, auprès de Gérard Darmanin pour défendre les droits de Salah Hammouri. Il est cher au cœur des communistes de se mobiliser et de continuer à le faire pour qu'il puisse jouir de l'ensemble de ses droits.